

UNE POLITIQUE DE STABILITÉ ET DE MAINTIEN DE LA CROISSANCE

FRANÇOIS ECALLE est magistrat de la Cour des comptes, fondateur et président de ipeco.fr.

Le programme de stabilité de Marine Le Pen est-il crédible ?

Elle prévoit une forte croissance du PIB (2,3% par an) et une croissance encore plus forte des recettes publiques à législation constante (2,8%), ce qui est très optimiste. D'autant plus qu'elle prend des risques considérables en annonçant une sortie de la zone euro. C'est une facilité de présentation qui lui permet d'afficher à la fois des dépenses dynamiques (1,7% en volume), une baisse d'impôt et une réduction du déficit public.

Qu'en est-il pour Emmanuel Macron et François Fillon ?

Leurs reponses sont cohérentes. Ces tableaux traduisent en euros les cadrages financiers des candidats. Ils montrent que François Fillon est beaucoup plus ambitieux en matière de maîtrise des dépenses et de baisses d'impôt. Une maîtrise qui conduit à une diminution des déficits beaucoup plus grande que du côté d'Emmanuel Macron.

Leurs perspectives de croissance et d'inflation, qui servent souvent de variable d'ajustement pour se conformer aux objectifs affichés, sont-elles crédibles ?

Les prévisions de progression du PIB et d'inflation reprises par Fillon et Macron se ressemblent. On évolue autour de 1,75% pour les hypothèses de croissance et de 1,6% pour l'inflation. C'est non seulement crédible, mais même presque prudent au vu des réformes que les deux candidats souhaitent mettre en place.

En charge du projet de Nicolas Sarkozy en 2007, Emmanuelle Mignon a récemment déclaré que les chiffrages des candidats sont généralement tous « complètement bidons », y compris celui de 2007. Ce n'est donc plus le cas ?

Ça dépend. Toute la difficulté réside dans l'évolution des dépenses. Dans le cas de Fillon, on constate une baisse des dépenses en volume (hors inflation) assez forte, en moyenne de l'ordre de 0,7% par an. C'est compatible avec ce qu'il dit.

Les économies sont toujours mesurées par rapport à une croissance tendancielle des dépenses définie par chaque candidat. En prenant le référentiel de la Cour des comptes, c'est à dire un tendanciel de 1,5% par an en volume, on retrouve environ 25 milliards d'euros d'économies par an. Cela fait 120 milliards sur le quinquennat, plutôt que les 100 milliards annoncés par Fillon.

Et pour Emmanuel Macron ?

On constate à l'inverse une croissance des dépenses d'environ 0,5% par an. C'est moins que la tendance, ce qui fait à peu près 12 milliards d'euros d'économies par an. On retombe sur les 60 milliards d'économies promis par Emmanuel Macron sur le quinquennat. Reste ensuite la question de la crédibilité de ces économies pour les deux candidats. Ces chiffres-là ne permettent pas de le dire, ils ne sont pas reliés à des mesures particulières, identifiées.



François Ecalle.

SPRINGS

Interview R.L.

En théorie, les promesses sont respectées. Dans la pratique, c'est autre chose...

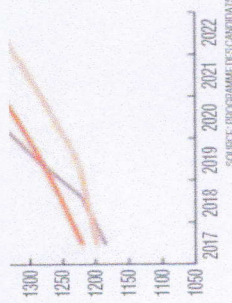
Disons que ces tableaux sont complètement cohérents avec ce que racontent François Fillon et Emmanuel Macron.

La polémique enfle sur la crédibilité du chiffrage d'Emmanuel Macron. Partagez-vous les doutes émis par COF-Reveco, d'Ifrap ou encore l'Institut Montaigne ?

Je n'ai pas les moyens de faire une évaluation globale des uns et des autres. Mais j'ai par exemple évalué le coût de l'exonération de taxe d'habitation pour 80% des ménages, que propose Emmanuel Macron. Je ne trouve pas 10 milliards comme l'estime le candidat d'En Marche!, mais 11,5 milliards. J'en conclus que les 10 milliards sont un minorant, mais qu'ils ne sont pas absurds non plus, car nous ne connaissons pas tous les paramètres de ce qu'envisage Macron. On ne sait pas, par exemple, comment il compte traiter les résidences secondaires. Dans l'hypothèse probable où elles ne seraient pas exonérées, mon hypothèse est trop forte. Ce sera entre 10 et 11,5 milliards. Et l'on rencontre le même problème dans la plupart des cas. Les mesures ne sont pas suffisamment détaillées pour être chiffrées avec précision.

Quoi qu'il en soit, les cadrages budgétaires sont donc plus sérieux que ce qu'ils ont pu être dans le passé...

On est dans une amélioration. En ce qui concerne François Fillon et Emmanuel Macron, ce sont des cadrages relativement classiques et cohérents. Ça tient la route. Il n'y a pas d'aberrations. Après, tout est dans les hypothèses. François Fillon est-il capable d'avoir une baisse des dépenses en euros constants? Cela ne s'est jamais produit en France. Alors y arriver chaque année durant cinq ans... C'est un sacré défi. Mais c'est possible! D'autres pays l'ont fait. Mais ce ne sera pas simple.



SOURCE: PROGRAMME DES CANDIDATS

Depuis 2011, les recettes de l'Etat ont fortement augmenté après les hausses d'impôt voté par la droite et la gauche pour redresser les comptes publics. Depuis 2012, les ménages ont subi une hausse d'une cinquantaine de milliards d'euros de leurs prélèvements, alors que les entreprises, grâce aux 40 milliards de baisses de charges du CICE et du pacte de responsabilité ont retrouvé leur niveau de prélèvements de 2010. François Fillon prévoit d'aller encore plus loin en doublant ce pacte. Pour doper la compétitivité des entreprises, il prévoit 40 milliards d'euros d'allègements supplémentaires, contre 10 milliards d'euros pour les ménages (réduction forfaitaire annuelle de 350 euros des charges salariales, hausse du plafond du quotient familial...). Des ménages qui paieront à contrario la hausse de deux points du taux normal de la TVA, ce qui représente une quinzaine de milliards d'euros. Selon les projections du candidat, les recettes augmenteraient peu en 2017, 2018 et 2019, du fait de ce contre-choc fiscal (respectivement 17, 13 et 17 milliards d'euros). Elles repartiraient en revanche nettement à la hausse à partir de 2020 avec 37 milliards de recettes (20 milliards de plus que l'année précédente sans que l'on comprenne comment cela soit possible sans hausses d'impôt), 35 en 2021 et 41 milliards en 2022. La totalité des recettes de l'Etat atteindrait alors 134 milliards d'euros en fin de mandat, soit 160 milliards de plus qu'en 2016.

Avec le même niveau de croissance, la politique fiscale d'Emmanuel Macron entraînerait 65 milliards d'euros de prélèvements supplémentaires (1406 milliards d'euros en 2022). Si le candidat d'En Marche! prévoit

L'Opinion
3 Avril 2017